

Crise économique, action collective et projet politique

Michel Vakaloulis

Politologue Paris VIII

Ma contribution comporte un double objectif. D'une part, il s'agit d'apporter quelques éclairages sur le rôle des luttes sociales dans le fonctionnement de la vie sociale et politique. Ce rôle est fondamental non seulement pour améliorer la prise en charge des intérêts populaires par le champ politique mais aussi pour irriguer la citoyenneté en élargissant la démocratie. D'autre part, il s'agit de repérer et d'analyser les difficultés que rencontrent les forces politiques progressistes dans leurs relations avec les acteurs sociaux mobilisés contre l'exploitation et les dominations. On aboutit ainsi à un questionnement concernant le projet politique de transformation sociale dans le contexte actuel. On passe d'une sociologie de l'action collective à une sociologie des acteurs du changement social.

Notre période, épopée sans panache ni horizon historique d'attente, celle du capitalisme postmoderne, est marquée par la faillite des politiques du néolibéralisme et l'exacerbation des inégalités sociales aussi bien au niveau national qu'au niveau mondial. On pourrait valablement s'interroger: quelles innovations faudrait-il opérer, thématiques, programmatiques, symboliques, voire organisationnelles, pour donner crédit et substance à l'idée d'émancipation sociale face à un capitalisme financiarisé de plus en plus destructeur?

J'insisterai ici sur trois points, en essayant de formuler certaines hypothèses:

1. Sur les effets de la crise systémique, à la fois en termes de déstabilisation de l'orthodoxie libérale et de recomposition des représentations collectives.

2. Sur l'état des lieux des résistances, des luttes, des conflits ainsi que sur les possibilités politiques des mouvements sociaux. On observe des micro-mobilisations qui peuvent déboucher sur des luttes gagnantes et, en même temps, une défiance à l'égard des batailles frontales.
3. Une réflexion sur le pari des forces politiques de gauche dans la période actuelle. En quoi consiste-t-il ? Il s'agit, en partant de la fragmentation du social, du salariat, de la jeunesse, de proposer des alternatives, d'ouvrir des fenêtres d'opportunité, de concrétiser un projet politique progressiste. De s'investir dans les chantiers nouveaux de transformation sociale à l'échelle de l'Europe.

Crise et luttes de représentation

Un des effets de la crise, c'est de faire vaciller au niveau de l'opinion publique la croyance à la toute-puissance du marché. Cette croyance a été portée par les élites économiques, politiques et les « intermédiaires culturels » (Pierre Bourdieu) haute fidélité qui fonctionnent comme des sous-traitants de la domination symbolique du libéralisme. La célébration de la notion de marché efficient a du plomb dans l'aile. L'échec de ce modèle est aujourd'hui patent. Les forces politiques, y compris dominantes, sont conscientes de la nécessité d'agir fortement et autrement pour mieux préserver le système dans son principe.

De ce point de vue, les discours sur la moralisation du capitalisme sont symptomatiques d'un malaise dans les élites dirigeantes. Nicolas Sarkozy a affirmé à maintes reprises qu'il fallait « moraliser le capitalisme » et même le « refonder ». Mais il a pris le soin de préciser aussitôt que ce n'est pas le capitalisme dans son principe qui est en cause mais son fonctionnement actuel « fou » ou « pervers ».

Or, ce qui est frappant, c'est le décalage entre le discours et la réalité. Il y a un discours officiel sur la « dureté » ou les « méfaits » du capitalisme, qui prend parfois, sur certains points, des intonations enflammées. Mais du point de vue des actes, rien n'a véritablement changé. Les nouvelles régulations interétatiques visent surtout à soutenir le pouvoir économique dominant et, donc, à relancer le libéralisme le plus vite et le plus loin possible. Or, pour sortir de la crise systémique, il faut s'en prendre aux règles fondamentales du système.

Toute cette situation creuse le malaise dans la représentation politique. La représentation est en crise parce qu'elle ne représente plus. Tel est le sentiment qui prévaut : la politique est synonyme de gestion, elle ne modifie le système qu'à la marge. La crise de la représentation indique, précisément, le décalage par rapport à la visée d'une transformation réelle de la société. Elle perdure parce que l'hégémonie libérale s'est accomplie. Et cet accomplissement apparaît comme un immense gâchis, comme une catastrophe au moment même où la société est riche de potentialités, de capacités de développement et de prospérité.

Cela ouvre, évidemment, la voie vers des bifurcations. Un autre monde est possible. Mais lequel? On n'envisage guère le passage du libéralisme au socialisme. L'hégémonie du libéralisme prospère sur l'absence de relève. Et surtout, sur l'absence d'un projet politique, majoritaire, crédible, conquérant, susceptible d'accréditer l'idée que la défense des intérêts populaires est le pivot de la recomposition politique pour parvenir à une conception unifiée de l'intérêt commun.

L'impact de la crise sur les représentations collectives est contradictoire. Les salariés prennent conscience que le système capitaliste approfondit les inégalités sociales et détruit les capacités productives. Il est clair que l'on ne peut pas se contenter de moraliser le capitalisme financier sans contester les fondements du mode de production qui est à l'origine de la financiarisation.

L'autre constat, c'est la profonde inquiétude qui s'est emparée des salariés sur les effets de la crise. Ils constatent que le système est «pourri» (le mot revient constamment dans les enquêtes empiriques) mais ne savent guère par quoi le remplacer. Le contexte historique est inédit et complexe. Tout ce qui a été tenté en termes d'alternative au capitalisme a échoué. De toute évidence, il n'existe pas d'alternative à l'horizon.

Dans ces conditions, la réaction spontanée des individus est de se diriger vers ce qui apparaît comme le «moindre mal», y compris sur le plan social. Ils n'entendent pas lâcher la proie pour l'ombre. C'est une réaction parfaitement compréhensible d'un point de vue anthropologique. La crise amplifie les phénomènes de repli, de recentrage sur le périmètre individuel. En attendant que l'orage passe, on rentre la tête dans les épaules. La volonté de se battre coïncide avec l'appréhension de s'exposer et de se compromettre dans des confrontations sans lendemain.

Une conflictualité à flux tendus

La situation est vraiment paradoxale, contrastée. D'une part, il y a un nombre impressionnant de résistances, de combats, de refus. Cette diversité de luttes et de résistances comporte des potentialités de reconstruire la conscience politique, de repolitiser la société. Toutefois, le syndicalisme salarié, les mouvements citoyens et sociaux éprouvent de réelles difficultés à s'affirmer comme des acteurs centraux susceptibles de peser sur le cours des choses.

Certes, on sait pertinemment que le problème des mouvements sociaux n'est pas fondamentalement un problème de légitimité mais un problème d'efficacité. Par exemple, on constate dans les études d'opinion que les syndicats bénéficient d'une bonne image. Les enquêtes qualitatives révèlent également l'utilité de leur rôle pour protéger les salariés et pérenniser le modèle social français. Encore faut-il se rappeler que les mobilisations collectives de la dernière période, même en l'absence de gains tangibles, ont été majoritairement soutenues par l'opinion.

Toutefois, ces luttes sont souvent éclatées, discontinues, et pas toujours socialement visibles. Elles ne s'additionnent pas forcément selon un processus cumulatif. Nous avons affaire à des résistances circonscrites, réabsorbables, qui manquent de coordination, de mutualisation, d'expérimentation dans une visée de transversalité. Et surtout, elles n'aboutissent pas à une mutualisation de l'expérience et de la prise de conscience.

En particulier, une des difficultés du syndicalisme à émerger comme acteur social est sa propre crédibilité comme force capable d'apporter des solutions. La dimension tribunicienne dans un contexte de crise ne suffit plus. Il faut attester non pas simplement sa légitimité—qui est largement acquise—mais, surtout, son efficacité. Dans ces conditions, comment se faire entendre? Comment créer un rapport de force matériel et symbolique pour associer les salariés aux propositions syndicales? L'exemple de la gestion des entreprises est significatif. Si le capitalisme d'entreprise a échoué lamentablement, il faut mettre en avant de nouvelles régulations, de nouveaux critères d'efficacité économique. L'alter management est une question stratégique pour le syndicalisme de conquêtes.

Au vu de ces défis, quel est le potentiel des mobilisations collectives pour créer les prémisses d'un rebond politique? Quelles sont les possibilités politiques des mouvements sociaux? D'abord, on constate que tous les mécontentements, luttes, contestations qui s'expriment aujourd'hui concourent à ce qu'il existe un climat de révolte possible. La situation politique est fluide, évolutive, imprévisible. La votation citoyenne contre la privatisation de La Poste en automne 2009 est révélatrice des potentialités de repolitisation. Cette mobilisation impressionnante fut construite d'en bas par une soixantaine d'organisations.

En même temps, les difficultés de la vie quotidienne percutent les objectifs et les nécessités du rassemblement sur une plus grande échelle. Les résultats des mobilisations ne sont pas à la hauteur des exigences du présent. Toutefois, il faut penser l'emprise politique des mouvements sociaux par-delà la pression que ces mouvements peuvent exercer sur la politique institutionnelle. En effet, l'action collective produit toute une série d'effets combinés au niveau de la politisation infrastructurelle de la société. Elle déplace non seulement l'éventail des réponses politiques mais le champ même des questionnements légitimes. Ces effets ne sont pas immédiatement perceptibles ni spontanément reconnus.

À ce propos, la science politique fait une utile typologie:

Les *effets procéduraux* qui désignent la reconnaissance institutionnelle des acteurs de l'action collective (et, partant, l'élargissement du champ de la participation politique en incluant des acteurs contestataires). On distingue: l'*impact procédural conjoncturel* (la participation dure le temps de la mobilisation, puis elle s'estompe); l'*impact procédural permanent* (les acteurs mobilisés deviennent durablement interlocuteurs incontournables).

Les *effets substantiels*, lorsqu'une mobilisation parvient à des résultats tangibles (c'est-à-dire à la satisfaction de revendications). On distingue: l'*impact substantiel réactif* (éviter la perte d'avantages acquis); l'*impact substantiel proactif* (quand le groupe contestataire arrache de nouveaux avantages).

Les *effets structurels* qui renvoient au changement de la donne politique, à la modification de la structure des opportunités politiques (à l'instar du mouvement de novembre-décembre 1995 qui a brisé l'élan réformateur du gouvernement d'Alain Juppé). On distingue: l'*impact structurel institutionnel* (modification des opportunités politiques en transformant les institutions); l'*impact structurel sur les alliances* (modification du système des alliances politiques).

Enfin, les *effets de sensibilisation*, soit au niveau de l'opinion publique, soit au niveau de l'agenda des politiques publiques.

Le chantier du projet politique

Le rôle des forces politiques est d'établir les transversalités en montrant que d'autres objectifs sont possibles. Un tel travail d'élaboration ne peut s'accomplir qu'en auscultant les besoins vitaux de la population, en récusant vigoureusement l'ésotérisme des appareils repliés sur eux-mêmes. Les syndicats et les partis progressistes doivent travailler dans cette perspective de mise en commun afin de dégager des objectifs rassembleurs.

Il faut d'abord se décomplexer et arriver à redire des «gros mots»: internationalisme, coopération au lieu de concurrence, émancipation sociale. Comment mettre en chantier un projet politique qui réactive la visée transformatrice? Nous n'avons pas la réponse achevée à cette question. Nous pouvons conceptuellement désigner le souhaitable, mais actuellement il n'y a pas de force collective pour le dire et le porter efficacement. Nous sommes sur la défensive. D'où la nécessité de reparler d'alternative. De sortir de la criminalisation symbolique de certains mots qui sont devenus des tabous. Cette bataille autour des mots n'est pas une bataille lexicale, c'est une bataille politique. Il faut repolitiser la diction du nouveau, du renouveau, de l'inédit.

Un projet de transformation sociale ne sera crédible que s'il est construit et élaboré dans le mouvement du réel. C'est-à-dire avec la participation de celles et de ceux qui sont déjà engagés collectivement dans les syndicats, les collectifs, les associations, mais aussi avec tous les citoyens qui sont à l'écart de la politique dans ses configurations actuelles. La démarche consisterait ainsi à privilégier l'ouverture à la société en mouvement plutôt que la construction politique dans un espace confiné prétendument «radical». C'est une manière singulière de réinventer la politique, de revitaliser l'intérêt de l'engagement, d'avancer dans la concrétisation du projet d'émancipation humaine.

Pour ancrer la démarche, il faut à la fois se donner des *cibles politiques* et s'efforcer de construire des *chantiers de refondation politique*. Le rapport des jeunes à la politique est un cas emblématique mais pas unique. Entre apprentissage collectif et quête de réalisation individuelle, la jeune génération accède à la « société de la connaissance » et aspire à la reconnaissance sociale. Or, l'avènement de la crise est un révélateur de sa fragilité. Elle accentue le brouillage perceptif du destin professionnel, renforce la précarisation, réduit les exigences en matière sociale. Elle banalise le statut du « travailleur jetable », répand l'attentisme, incite à accepter l'inacceptable.

Le regard des jeunes sur les mécanismes et les agencements à l'origine de la crise est interrogatif. Ils ne comprennent vraiment pas le fonctionnement des marchés financiers dont la déréglementation a fini par déstabiliser l'économie réelle. Toutefois, les jeunes considèrent majoritairement que l'avènement de la crise est le brusque retour au principe de réalité. Le système économique était devenu déséquilibré, irrationnel, incontrôlable.

C'est ici que le rapport des jeunes à la politique devient effectif. En fait, quelles sont leurs préoccupations, leurs critiques, leurs projections dans l'avenir ? Quels sont les calculs rationnels, les arbitrages nécessaires, les dispositions culturelles qui leur permettent de « s'intégrer » dans l'espace public sans renoncer à leur « spécificité » générationnelle, ni endosser l'habit de victime de la précarité ? Quelles sont les « chances » et les conditions de participation à l'action politique—au sens large du terme—pour défendre la dignité humaine, la démocratie, le bien commun ? Manifestement, les partis politiques ne sont pas encore sensibilisés à cette approche générationnelle, y compris sur le plan de la sociologie de leur militantisme.

Comme réduire donc le décalage entre l'énonciation du souhaitable et l'évaluation du possible ? Quels axes de recomposition du politique pour qu'il se fasse en tenant effectivement compte des nouvelles formes de politisation qui traversent la nouvelle génération ? Quel rôle politique peuvent valablement jouer les formations progressistes qui s'inscrivent dans cette direction ?

Le deuxième aspect de la démarche concerne la capacité d'entamer les chantiers du changement. Par exemple, comment mettre en œuvre un pôle financier public, susceptible de contribuer à la prise en charge des investissements publics et de porter l'intérêt général sur le long terme ? Sur la question des services publics, il est urgent de renverser le paradigme dominant de libéralisation. De mettre en valeur les services publics de manière offensive, au-delà de la simple défense de l'existant, tel le statut des personnels. On doit reconsidérer la démarcation entre le marchand et ce qui doit relever du non marchand, dans la perspective de l'égalité d'accès aux biens fondamentaux.

Il en est de même de la nécessité d'étoffer les droits des représentants des salariés à l'intérieur des conseils d'administration, de renforcer les prérogatives des comités d'entreprise en matière d'emploi, de fermeture de sites, de plans

sociaux. Sans vouloir reproduire le modèle de la cogestion, il faut se placer au centre des stratégies d'entreprise et des questions de gestion.

Tout cela suppose des interventions directes dans les gestions et dans les orientations politiques elles-mêmes, pour dépasser les délégations représentatives qui caractérisent le libéralisme occidental, du niveau local jusqu'à la gouvernance mondiale. C'est d'autant plus nécessaire d'avancer dans cette direction que l'on assiste à une surdélégation des pouvoirs et des représentations (Union européenne, G 20, institutions internationales) qui accentue la crise de la représentation politique. Cela exige aussi une autre culture et d'autres valeurs par rapport à la concurrence néolibérale. C'est la question d'une nouvelle civilisation de partage et d'intercréativité de toute l'humanité qui est posée.